

**Séance du Conseil général du 10 décembre 2007  
à 20h à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

---

Président : M. Gilles Cattin, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

|                 |
|-----------------|
| <b>1. Appel</b> |
|-----------------|

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue aux représentants de la presse, au public, ainsi qu'aux Conseillers et procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 20 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur Jean-Pierre Bouille est excusé.

Tous les Conseillers communaux sont présents.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 41 du 21 novembre 2007.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 10 septembre 2007
3. Communications
4. Questions orales
5. Discuter et approuver la prise en charge d'une participation financière à « Car postal » pour contribuer aux frais de la ligne La Chaux-de-Fonds – Biaufond
6. a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes  
b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2008  
c) Donner connaissance du budget des investissements 2008
7. Discuter et approuver le règlement fixant les attributions de la nouvelle Commission permanente « Structure d'accueil »
8. Discuter et préavisier la modification du règlement d'organisation
9. Ratifier la création d'un poste de secrétaire à temps partiel pour les directions des 3 écoles secondaires des Franches-Montagnes
10. Ratifier la révision des statuts du Syndicat des écoles secondaires des Franches-Montagnes
11. a) Election du Président du Conseil général  
b) Election du premier Vice-président du Conseil général  
c) Election du second Vice-président du Conseil général  
d) Election de deux scrutateurs

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que, lors de l'élaboration du budget 2008, une erreur de frappe conséquente a été commise. Un Conseiller général l'a remarquée lors d'une séance de

groupe et a fait part de son étonnement concernant ce chiffre. Malheureusement, ni l'exécutif, ni la Commission financière qui ne s'est réunie qu'une fois, n'ont décelé cette erreur en page 21, sous la rubrique « impôts à la source ». En lieu et place de Fr. 13'000.00, la somme de Fr. 130'000.00 a été inscrite. Tout le budget est donc calculé sur une rentrée de Fr. 117'000 en trop. En fin de compte, le budget 2008 devrait aujourd'hui se solder par un excédent de charges de Fr. 146'450.00 au lieu des Fr. 29'450.00 annoncés. Le Conseil communal ne veut pas de corrections à la dernière minute pour arranger les pots cassés. C'est pour cette raison qu'il demande que le point six de l'ordre du jour soit retiré, afin qu'en collaboration avec la Commission financière, ce budget soit revu en détail. Ainsi, au mois de janvier 2008, nous présenterons des chiffres corrigés et revus. Le Conseil communal remercie les Conseillers généraux de leur compréhension.

Monsieur Yann Chappatte souhaite faire une contreproposition et la motiver avant de procéder au vote. Il désire maintenir cet ordre du jour tel qu'il a été présenté, puisqu'il stipule que le budget doit être discuté et approuvé. Monsieur Chappatte estime que cela ne pose aucun problème et que le point six de l'ordre du jour peut être réalisé ce soir. C'est pourquoi, il propose le maintien de l'ordre du jour, malgré ce changement conséquent, afin de pouvoir passer le budget ce soir et éviter une nouvelle séance, puisque l'élément chiffré a été clairement identifié et peut être reporté assez aisément.

Une suspension de séance est accordée par le Président, Monsieur Gilles Cattin.

A la reprise des débats, il est procédé au vote.

Lors du vote, 15 personnes souhaitent garder l'ordre du jour tel quel et 4 désirent retirer le point 6 de l'ordre du jour.

L'ordre du jour est donc maintenu.

## 2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 10 septembre 2007

Monsieur le Président, Gilles Cattin, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

## 3. Communications

### a) Communications du Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, fait part des communications suivantes.

Un crédit LIM de Fr. 89'000.00, remboursable en 30 ans sans intérêt, nous a été alloué pour la construction de la crèche.

La loterie romande nous fait un don de Fr. 175'000.00, ceci également pour la construction de la crèche.

Il a été décidé d'améliorer la sécurité dans les classes de l'école en cas d'incendie en installant une alarme sonore dans chaque corridor. A cet effet, un crédit de Fr. 2'954.00 a été accepté.

Avant de remettre le logement de l'école au premier novembre à la famille de notre nouvelle concierge, Madame Sandra Perret-Gentil, un crédit de Fr. 20'000.00 a été nécessaire pour un entretien courant de l'appartement. Nous avons également profité d'améliorer l'isolation des vélux qui ont été changés.

Il nous est très difficile de pouvoir implanter une cabane forestière sur du terrain communal, faute d'en posséder. Pour ces raisons, la Commission touristique s'est approchée de la Deuxième section, ainsi que de plusieurs propriétaires privés. Mais, pour l'instant, les diverses personnes contactées montrent très peu d'enthousiasme pour qu'une telle implantation se fasse sur leur propriété. Nous continuons néanmoins de rechercher une place appropriée.

Malheureusement, le chantier de la STEP du Boéchet n'est toujours pas achevé. De nombreux raccordements privés n'ont pas encore été effectués par l'entreprise mandatée. Bien que cette dernière, après chaque téléphone ou rappel de notre part, nous promette d'entreprendre cette réalisation au plus vite, rien ne se fait.

Les travaux de réfection de la conduite d'eau Sous-les-Rang – Le Beauregard sont en phase d'achèvement.

La construction de la crèche va bon train et la date d'ouverture est maintenue pour le début du mois de mai 2008. Nous avons déjà auditionné plusieurs candidates et candidats pour la place de directrice/directeur, ainsi que pour les places d'éducatrices/éducateurs pour la petite enfance. Les décisions seront prises prochainement. Les personnes engagées entreront en fonction début avril.

La Commission de la halle est en attente pour poursuivre ses travaux, car aucun concours d'architecture ne peut être lancé avant que la Commune soit propriétaire du terrain de la future implantation de la halle. Pour acquérir ce dernier, la révision partielle du plan de zones doit être avalisée par le peuple.

L'étude d'assainissement de l'ancienne halle parviendra à la Commission d'ici la fin de l'année.

Comme vous avez pu le lire dans le Journal officiel du mercredi 28 novembre 2007, le plan de révision pour la zone hameau est en consultation à l'administration communale. Nous organiserons prochainement une séance d'information à ce sujet.

Pour apaiser certaines rumeurs de la population qui prétendent que la société Franck Muller Jura S.A. n'est plus intéressée par le projet des Bois, nous vous faisons part que cette société est toujours prête à investir et qu'elle vient de s'acquitter de tous ses dus envers la Commune. Selon Monsieur Sirmakes, les ingénieurs planchent actuellement sur la réalisation d'un chauffage à distance.

Après la démission de Madame Corinne Farine qui représentait la Commune des Bois pour le secteur de l'école du Noirmont au sein de la Commission des écoles secondaires des Franches-Montagnes, nous recherchons activement une personne pour la remplacer. Madame Farine ne représentait aucun parti, donc tous les groupes politiques sont concernés. Pour plus de renseignements, vous pouvez vous adresser directement à Madame Rose-Marie Jobin, chargée du dicastère de l'instruction publique.

#### b) Communications du Conseil général

Monsieur le Président, Gilles Cattin, a eu la chance et l'honneur de participer au repas des aînés le samedi 1<sup>er</sup> décembre dernier. L'organisation était excellente et Monsieur Cattin remercie très chaleureusement l'équipe de cuisine, ainsi que toutes les personnes qui se dévouent pour réaliser ce repas.

### 4. Questions orales

#### 1) Monsieur Germain Jobin

Monsieur Jobin souhaite intervenir au sujet des lampadaires situés entre la sortie du village et le cimetière. Il a remarqué qu'à plusieurs reprises, mais au moins une fois par année, un ou des

lampadaires sont fauchés par des véhicules. Vu qu'actuellement deux de ces lampadaires sont hors d'usage et que les derniers ne fonctionnent pas, Monsieur Jobin demande s'il est possible de simplement supprimer toutes ces lampes pour les raisons invoquées ci-dessus, pour des raisons économiques et écologiques. De plus, elles ne servent strictement à rien. Monsieur Jobin estime que ces lampes pourraient être posées à un autre endroit lorsque le besoin s'en ferait sentir.

Monsieur Jean-Marc Boichat signale que, suite à un accident survenu dernièrement, le câblage a été arraché et doit être refait. Le Conseil communal a demandé s'il était possible d'installer une minuterie. Cette installation coûterait environ Fr. 4'500.00 pour une économie de Fr. 160.00 par année. Il faudra voir si cette modification est valable ou non. Monsieur Boichat ne pense pas que ces lampadaires seront enlevés.

Monsieur Germain Jobin est partiellement satisfait.

## 2) Monsieur Yann Chappatte

En date du 13 novembre 2007, une séance d'information relative à la révision du plan d'aménagement local a eu lieu. A cette occasion, les riverains de ces futures zones d'habitation et mixtes sises au village ont communiqué leurs inquiétudes, leurs soucis et leurs vœux. Parmi toutes les remarques formulées, une a notamment retenu l'attention de Monsieur Chappatte, plus précisément celle relative au développement futur du village. En effet, toutes les démarches et investissements réalisés ces dernières années se sont axés sur une augmentation sensible de la population d'une vingtaine à une trentaine de pourcents. Monsieur Chappatte cite à titre d'exemple l'école et la STEP. Il a été extrêmement déçu par les propos tenus à l'occasion de cette séance par certaines personnes, car les intentions de Monsieur Chappatte lors des précédentes décisions et votations étaient bel et bien de développer le village, en restant un village. C'est pourquoi, Monsieur Chappatte espère que le Conseil communal poursuivra dans la voie tracée depuis plusieurs années en créant de nouvelles zones d'habitation et en trouvant une solution pour les zones industrielles et mixtes. Un village, c'est un ensemble qui inclut ces trois zones. Un village dans lequel nous aimerions pouvoir vivre. Monsieur Chappatte désire savoir si le Conseil communal envisage de poursuivre dans la voie choisie ces dernières années ou s'il remet en question les choix préalablement faits. Monsieur Chappatte remercie d'ores et déjà le Conseil communal pour sa réponse.

Madame Marianne Guillaume signale que le Conseil communal continue dans la lancée du développement des zones d'habitation, mixtes et industrielles. Madame Guillaume pense que tout le monde a été interpellé par l'arrivée massive des habitants de Rière-le-Village. Cela ne correspondait pas à l'ensemble de la population des Bois. Madame Guillaume peut dire que le Conseil communal continuera dans la même optique, tout en tenant compte des remarques qui ont été faites.

Monsieur Yann Chappatte est totalement satisfait.

## 3) Monsieur Gabriel Bilat

Monsieur Bilat remarque que nous assistons à un remaniement de nos emplois communaux, à savoir : déblaiement de la neige par des entreprises privées, ramassages scolaires par un employé communal qui était destiné à la voirie, conciergerie de la halle, de la maison communale et des W.C. de la gare par une autre personne. Tout cela sans mise en soumission ou postulation pour ces travaux. Cela mérite des explications. Monsieur Bilat souhaite notamment savoir si les diverses répartitions de ces travaux respectent l'engagement financier initial.

Monsieur Daniel Kurz signale que, comme il l'a déjà expliqué lors de la dernière séance du Conseil général, la Commune a dû prendre l'employé communal, Monsieur Marcel Barthoulot, pour effectuer les transports scolaires. Nous ne pouvons donc pas lui demander encore plus que ce que nous lui demandons actuellement. Tout ceci n'est que temporaire. Nous devons travailler ainsi durant une année pour trouver des personnes sous licence pour effectuer les transports scolaires. Les différents emplois seront dès lors remaniés.

Monsieur Gabriel Bilat signale que lorsqu'il faudra remercier les personnes engagées, cela risque de coïncider. Monsieur Bilat est toutefois satisfait.

#### 4) Monsieur Daniel Hubleur

Monsieur Hubleur désire poser une question concernant la Protection civile. Ayant examiné le budget, il a constaté avec satisfaction que nous allons réduire les charges de ce secteur. Par contre, ceci amène beaucoup de questions, notamment concernant le matériel, puisque ces dernières années, nous avons investi tout de même passablement d'argent pour cela. Ce matériel pourrait, voire devrait être utilisé, soit par les pompiers ou pour d'autres travaux au sein de la Commune. D'autre part, il y a un fonds de Protection civile que nous alimentons continuellement et, là aussi, nous pouvons nous poser des questions concernant l'utilisation de ce fonds. Monsieur Hubleur souhaite savoir si le Conseil communal peut donner davantage d'informations et s'il sait ce qui va se passer ces prochains temps avec cette Protection civile, plus précisément par rapport aux investissements que nous avons faits et que nous pourrions encore faire ces prochains temps.

Monsieur Daniel Kurz signale que la Protection civile est en phase de réorganisation. Il y aura une Protection civile par district. En ce qui concerne le matériel, il appartient à la Protection civile et non pas à la Commune, bien qu'elle l'ait payé. Aux Bois, nous avons donné les clés au S.I.S. qui pourra profiter de ce matériel qui pourra également être loué. Par contre, nous n'avons aucune possibilité concernant la vente de ce matériel. Au sujet du fonds de la Protection civile, aucune réponse de la part du Canton n'est parvenue à la Commune. Nous avons reçu l'autorisation pour utiliser une partie de ce fonds pour amortir la dette de la Protection civile. Pour le solde, rien n'a encore été défini.

Monsieur Hubleur est satisfait.

#### 5) Monsieur Marcel Barthoulot

Monsieur Barthoulot avait demandé que le site Internet soit tenu à jour, afin que lorsque les partis convoquent leurs membres, ils puissent consulter l'ordre du jour et les rapports. Le site a été mis à jour, mais tardivement. Monsieur Barthoulot demande s'il est possible que cela soit fait la première semaine de la convocation du Conseil général.

Monsieur Claude Gagnebin signale que la Commune a essayé de mettre à jour le site le plus rapidement possible. Les convocations ont été envoyées assez rapidement aux Conseillers généraux. Elles ont également été envoyées aux Présidents des partis afin qu'ils puissent en discuter dans le cadre des différents partis. Le site Internet a été mis à jour la semaine suivante, à la connaissance de Monsieur Gagnebin. Il y a eu un petit problème en ce qui concerne certains fichiers envoyés, c'est peut-être cela qui a ralenti la mise en place. Monsieur Gagnebin avait le sentiment d'avoir fait diligence. Il essaie toujours de faire au plus vite, mais n'aimerait tout de même pas mettre l'ordre du jour sur Internet avant que les partis ne le reçoivent, à moins que les membres du Conseil général ne souhaitent le contraire.

Monsieur Barthoulot est partiellement satisfait.

6) Monsieur Germain Jobin

Concernant les plaquettes des noms de rues ou lieux-dits posées par la Protection civile, Monsieur Jobin estime qu'il serait plus judicieux de placer ces plaquettes à l'entrée des chemins, plutôt que de les installer sur les façades des maisons, surtout pour les fermes. Par exemple, la Commune de La Chaux-de-Fonds a procédé de la sorte au Valanvron, à la Joux-Perret, les Reprises, etc. Le nom de la route et le ou les numéros de maisons sont inscrits à chaque embranchement, cela facilite l'orientation. Dans notre Commune, cela a été fait à quelques places, comme au Cerneux-de-la-Pluie, aux Prés-Derrière, aux Rosées. Monsieur Jobin demande pourquoi ce procédé n'a pas été généralisé.

Monsieur Daniel Kurz précise que, lors de l'élaboration du plan des lieux-dits, il a été prévu de poser des panneaux à chaque embranchement. Monsieur le Maire ne sait pas pourquoi cela n'a pas été fait à La Large-Journée et à certaines places.

Monsieur Jobin est satisfait.

7) Monsieur Robert Claude

Il a été répondu à la question de Monsieur Claude lors des communications.

8) Monsieur Gabriel Bilat

La remise en état de la route du Peu-Claude a été faite dernièrement. Néanmoins, Monsieur Bilat estime que les travaux effectués sont largement insuffisants, il reste de nombreux trous. Monsieur Bilat souhaite savoir si cela va rester ainsi.

Monsieur Jean-Marc Boichat avait signalé, lors de la dernière séance du Conseil général, qu'il avait eu des entrevues avec des membres de la voirie cantonale. Il donne lecture de la lettre reçue en date du 26 octobre 2007.

« Suite à plusieurs interventions de votre Commune, nous avons prévu la remise en état du bord de la route des Breuleux – Les Bois, en particulier le secteur Le Peu-Claude – Le Bois-Français. Les travaux prévus seront effectués avec de la groise stabilisée au ciment afin de ne plus avoir le problème de ravinement. Malheureusement, avec l'arrivée du froid, l'entreprise mandatée n'est plus à même de nous garantir une exécution des travaux dans les règles de l'art et nous ne sommes pas disposés également à prendre ce risque vu le montant de ceux-ci. Dès lors, nous avons demandé de reporter ces travaux pour le printemps prochain et, dans l'attente, nous nous contenterons de poser simplement de la groise dans les endroits ravinés par l'eau. Dès que les conditions seront favorables, nous exécuterons les travaux définitifs, soit dans la période avril-mai au pire des cas. En vous remerciant de votre compréhension, veuillez agréer, Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, nos meilleures salutations. ».

Monsieur Bilat est extrêmement satisfait.

5. Discuter et approuver la prise en charge d'une participation financière à « Car postal » pour contribuer aux frais de la ligne La Chaux-de-Fonds – Biaufond

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que la Commune finance ce trajet depuis quatre ans pour Fr. 1'946.00 par année. Cette année, suite à la demande des Sentiers du Doubs et de la Ville de La Chaux-de-Fonds, une course supplémentaire a été demandée pour respecter certains horaires des CFF. Cette somme dépasse la compétence du Conseil communal, c'est la raison pour laquelle cette dépense figure à l'ordre du jour de la

présente séance. Le Conseil communal recommande l'acceptation de l'entrée en matière de cet objet.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que pour 2008, à titre d'essai, une course supplémentaire les week-ends de juillet et août a été demandée par les Sentiers du Doubs et la Ville de La Chaux-de-Fonds pour correspondre avec les horaires des CFF. Cela représente pour notre Commune une augmentation de Fr. 266.00, ce qui est hors compétence pour le Conseil communal qui recommande l'acceptation de cette dépense.

Monsieur Germain Jobin demande pourquoi cette dépense n'est pas de la compétence du Conseil communal.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que la compétence du Conseil communal est de Fr. 2'000.00 pour des dépenses qui reviennent annuellement.

Au vote, le point 5 de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

6. a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes  
b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2008  
c) Donner connaissance du budget des investissements 2008

a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes

Madame Marianne Guillaume signale que le Conseil communal et la Commission financière ont gardé la même quotité et les mêmes taxes que pour les années 2006 et 2007. Ils proposent d'accepter l'entrée en matière.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite profiter de cette entrée en matière pour revenir sur l'erreur figurant au budget. Monsieur Hubleur pense que si les Conseillers généraux ont accepté de traiter le budget, il ne faut pas cacher la problématique de cette erreur. Monsieur le Maire l'a dit et Monsieur Hubleur abonde dans ce sens. Il aimerait un peu plus de sérieux dans l'élaboration des documents qui sont remis aux Conseillers généraux. Il y a tout de même régulièrement des erreurs. Il rappelle qu'il était intervenu pour les comptes lors de la dernière séance du Conseil général où on présentait, dans le rapport, qu'on avait une dette par habitant de 6 millions de francs. Monsieur Hubleur veut bien comprendre qu'il s'agit de petites erreurs et qu'on voit bien qu'ici, il y a des zéros en trop. Toutefois, Monsieur Hubleur ne comprend pas que, par rapport à un budget qui passe d'abord au Secrétariat communal, ensuite aux Conseillers communaux, puis à la Commission financière, qui repasse au Conseil communal, ce ne soit que lorsque cela parvienne aux Conseillers généraux qu'on remarque des erreurs pareilles. Monsieur Hubleur regrette cet état de fait et demande vraiment qu'il y ait des mesures qui soient prises, sans vouloir chercher les coupables. Il demande que tous ces documents qui sont fournis aux Conseillers généraux, notamment lorsque cela concerne des aspects financiers, soient quand même un peu mieux suivis, surtout par la Commission financière qui, du point de vue de Monsieur Hubleur, devrait siéger davantage et étudier les dossiers un peu plus à fond. Il revient sur la question orale relative à la répartition des salaires et différents documents que les Conseillers généraux aimeraient bien avoir, notamment concernant certains critères de répartition. Monsieur Hubleur estime que là, la Commission financière devrait aller un peu plus loin et non pas uniquement procéder à des contrôles de montants. L'intention de Monsieur Hubleur n'est pas du tout de

revenir sur l'entrée en matière ou quoi que ce soit, mais il estime important d'exprimer le mécontentement des Conseillers généraux face à ces erreurs qui prouvent le manque de sérieux. Personne ne souhaitant encore prendre la parole, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Madame Marianne Guillaume n'a aucun commentaire à ajouter.

Au vote, le point 6.a) de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

**b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2008**

Pour l'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume signale que le total des charges de Fr. 4'549'500.00 n'est pas modifié. C'est celui des produits qui est égal à Fr. 4'403'050.00. L'excédent de charges est donc de Fr. 146'450.00. Madame Guillaume est quelque peu prise au dépourvu, car le Conseil communal prévoyait la non-entrée en matière du budget 2008. Elle recommande toutefois l'acceptation de l'entrée en matière puisque les Conseillers généraux ont décidé de maintenir cet objet à l'ordre du jour.

Monsieur Germain Jobin signale que quelque chose le dérange. Etant donné que la proposition du Conseil communal a été refusée, il ne sait pas comment on va procéder lorsqu'on arrivera au bout avec la différence qui change tout pour accepter le budget. Soit il faudra rapiner ailleurs, soit faire autre chose.

Monsieur le Président, Gilles Cattin, précise que le budget passera de toute façon en votation.

Monsieur Gabriel Bilat désire connaître le déficit prévu pour le budget 2007.

Madame Marianne Guillaume signale qu'il était de Fr. 158'250.00.

Monsieur Gabriel Bilat fait remarquer que le déficit du budget 2008 est donc quasiment identique à celui du budget 2007.

Personne ne souhaitant encore prendre la parole, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Madame Marianne Guillaume propose de prendre les chapitres les uns après les autres.

**Chapitre 1 / Administration générale**

Madame Marianne Guillaume précise que, comme mentionné dans le rapport, le Conseil communal propose l'acquisition d'un logiciel de gestion des salaires. Avec le nombre d'employés actuels, cela devient de plus en plus difficile de gérer ces salaires sans avoir recours à un logiciel structuré au niveau informatique.

Le Conseil communal prévoit d'augmenter le temps de travail du personnel administratif à 200%, ce qui représente une augmentation de 20%, à partager entre les deux employées qui sont actuellement en fonction pour 40% chacune. En ce moment, la Commune forme une apprentie. Pour l'année prochaine, ce poste a été mis au concours. Trois personnes devaient être reçues par le Conseil communal et aucune ne s'est présentée au rendez-vous. Le Conseil communal n'a donc pas engagé d'apprenti pour l'année prochaine. De plus, vu la charge supplémentaire due à l'ouverture de la crèche, le Conseil communal a estimé qu'il était judicieux d'augmenter ces deux postes administratifs de 10% chacun.

Madame Isabelle Caroli demande si cela signifie que le secrétariat de la crèche se fera par l'intermédiaire du bureau communal.

Madame Marianne Guillaume rappelle que cela avait été discuté dès le début.



Madame Isabelle Caroli demande si cela ne rentre pas dans le budget de la crèche.

Monsieur Claude Gagnebin précise que les frais de fonctionnement, les cotisations AVS et les imputations internes sont mentionnés dans le budget de la crèche.

Monsieur Francis Sauser demande si le Conseil communal ne pense pas remettre le poste d'apprenti encore une fois en postulation. Il estime que cela serait judicieux. En effet, il pense que les jeunes ne savent pas forcément avant Noël ce qu'ils veulent faire après leur scolarité obligatoire. Monsieur Sauser trouve dommage de supprimer cette place, même si cela ne changera pas grand-chose au budget.

Madame Marianne Guillaume signale qu'il y a eu de nombreux problèmes avec les deux apprentis que la Commune a engagés et qu'une certaine démotivation se fait sentir de la part des employés. Le Conseil communal a estimé correct de laisser le Secrétariat une année sans apprenti, étant donné qu'aucun candidat ne s'est présenté aux rendez-vous fixés et qu'il n'y avait aucune postulation supplémentaire parvenue dans les délais.

Monsieur Gabriel Bilat estime que c'est quand même le rôle d'une Commune de former des apprentis. Il pense qu'il faut remettre ce poste en postulation encore une fois, même s'il y a beaucoup de contraintes. Les privés forment de moins en moins d'apprentis. Si les Communes démissionnent, c'est dommage.

Madame Isabelle Caroli estime qu'il ne faut pas rester sur deux échecs. On peut avoir de la chance la troisième fois. Madame Caroli pense qu'il aurait été judicieux de donner l'information relative à ce poste dans les écoles.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, souligne qu'avec les deux derniers apprentis, on ne peut pas parler d'échecs. Il s'agit d'un manque de motivation au sein du collège. Pour l'année prochaine, étant donné la réorganisation relative à la crèche notamment, le Conseil communal a décidé de laisser une année sabbatique pour le poste d'apprenti. Monsieur le Maire ne pense pas que le Conseil communal va revenir sur ce point.

Madame Isabelle Caroli demande si le fait d'avoir un apprenti donne du travail supplémentaire.

Madame Marianne Guillaume signale que cela représente tout de même un investissement non négligeable.

Madame Isabelle Caroli estime donc qu'on ne peut pas dire qu'on veut augmenter les employés de par le fait qu'on a un apprenti en moins, puisque ce dernier donne du travail en plus.

#### 130.318.07 / Frais de procès

Madame Isabelle Caroli désire savoir à quoi correspond cette dépense.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il arrive que, de temps en temps, on doive prendre la décision d'introduire une procédure pour un procès contre des gens ou qu'on se fasse intimer l'ordre d'aller au Tribunal pour des questions qui sont dans le cadre du Conseil communal. Cet objet est là pour palier à ces frais-là.

Madame Isabelle Caroli demande si là, c'était la dépense d'un procès.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il s'agit d'un budget et que cela peut coûter Fr. 30.00, comme cela peut coûter Fr. 2'000.00.

Madame Isabelle Caroli demande si c'est en prévision d'un procès.

Monsieur le Président, Gilles Cattin, signale qu'un budget est fait pour prévoir.

#### 140.312.00 / Combustible

Monsieur Germain Jobin remarque que la même somme que l'année dernière apparaît. Il ne sait pas comment on pourra tenir ce budget, étant donné l'augmentation du prix du mazout. Il en va de même pour le combustible de l'école.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que Monsieur Gagnebin demande toujours des offres pour essayer d'obtenir de meilleurs prix.

Monsieur Germain Jobin estime que cela risque de déstabiliser encore le budget.

## **Chapitre 2 / Travaux publics**

### **200.314.01 / Entretien du réseau**

Madame Marianne Guillaume précise que ce poste a augmenté, car certains travaux n'ont pas encore été effectués cette année et ont été reportés sur l'année prochaine. Il s'agit, par exemple, de la rue de La Petite Côte et du goudronnage de l'abri public.

Monsieur Yann Chappatte rappelle que cela fait plusieurs années qu'il intervient au sujet de ce problème de l'entretien des routes. Il y a également passablement de problèmes liés aux raccords des canalisations au niveau des eaux de pluie qui ne doivent pas aller à la STEP. Il faut aussi savoir qu'une motion est pendante au Canton par rapport au traitement des eaux pluviales. Il y a donc beaucoup de questions à se poser dans le cadre de l'entretien des routes en ce qui concerne le raccordement à la STEP, les eaux de pluie et les infiltrations dans le sol, cela également pour des soucis d'écologie. Monsieur Chappatte estime donc qu'il serait bien de se poser de véritables questions, même s'il ne faut pas mettre un chiffre quelconque dans le budget, en venant avec une évaluation de l'état des routes communales et un projet concret pour un investissement beaucoup plus conséquent pour un assainissement des routes. C'est un souhait qu'il a déjà formulé et qu'il reformule.

Monsieur Marcel Barthoulot demande si le Conseil communal a prévu la remise en état du Bovi-Stop situé au Bois-Banal. Ce problème devient sérieux. Monsieur Barthoulot croit savoir qu'il appartient à la Commune de s'occuper de l'entretien de cet objet. Il faudra prévoir cette réparation le plus vite possible, car la situation est grave.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise que ces travaux sont prévus.

Monsieur Stéphane Monnet demande s'il a bien compris et si la Commune n'a pas dépensé la somme mise au budget, parce qu'on n'a pas réussi à faire les travaux à temps cette année. Il demande si cela signifie qu'on a un peu d'argent en solde.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, rappelle que, lors de la dernière séance du Conseil général, il avait annoncé deux crédits, l'un pour La Petite Côte de Fr. 9'000.00 et l'autre pour le parc de la Protection civile. Il s'agissait de deux crédits extraordinaires. Etant donné que les travaux n'ont pas été faits, ces dépenses ont été reportées dans le budget 2008.

## **Chapitre 3 / Affaires juridiques, police, militaires**

### **330. / Cantonnements troupes et tir**

Monsieur Gabriel Bilat aimerait que la Commune liquide les installations de tir. Il ne sait pas si la baraque appartient à la Commune, mais il souhaite qu'elle soit liquidée. Quant au stand, les déchets toxiques devraient être traités.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale qu'une étude concernant les cibleries est faite actuellement au niveau cantonal. Treize cibleries du Canton seront prises en charge totalement par le Canton et la Confédération.

### **341. Abri de protection civile**

Monsieur Yann Chappatte a constaté une erreur dans un total. Le compte « versement au fonds PC », c'est-à-dire le solde entre les charges et les produits, ne devrait pas être de Fr. 15'000.00, mais de Fr. 13'000.00. Le total devrait se monter à Fr. 17'100, puisque l'ensemble de ce compte devrait se solder. Cela diminuerait donc le déficit de Fr. 2'000.00.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il est normal que les deux soldes ne soient pas identiques, car ce poste coûte davantage qu'il ne rapporte. Ce service ne doit pas s'autofinancer.

Monsieur Yann Chappatte reformule sa question, car il estime qu'il n'a manifestement pas été compris. L'ensemble des produits se monte à Fr. 17'100.00. Les charges représentent Fr. 4'100.00. Il reste donc Fr. 13'000.00 à disposition pour le fonds.

Monsieur Claude Gagnebin précise que cela n'est pas autorisé. Les contributions de remplacement pour l'abri de protection civile doivent être intégralement versées au fonds.

Monsieur Yann Chappatte retire ce qu'il a dit et s'excuse.

## **Chapitre 5 / Instruction, formation et culture**

Madame Marianne Guillaume signale qu'il y a le salaire de Madame Perret-Gentil pour l'école et celui de Madame Lopes Baptista pour des travaux de conciergerie. Pour l'instant, Madame Lopes Baptista est payée à l'heure et possède un contrat qui ne mentionne aucune durée. D'autre part, un montant de Fr. 15'000.00 apparaît pour l'acquisition de nouveau matériel à l'école. Il y a également la location d'un garage chez Madame Locatelli pour le bus scolaire et la location du Noctambus pour Fr. 13'700.00.

Monsieur Daniel Hubleur désire intervenir non pas sur les chiffres, mais sur la façon de présenter ce budget. Il aimerait personnellement qu'on revoie un peu ces comptes. En effet, maintenant, pour essayer de déterminer ce que nous coûte par exemple le transport des élèves, il faut additionner sept ou huit chiffres, on ne sait plus bien lesquels, une partie se trouve sous le transport des élèves, une autre sous l'entretien du bus scolaire, l'entretien du Noctambus, le loyer du garage du bus scolaire, la location du Noctambus, etc. Monsieur Hubleur estime qu'il doit y avoir moyen de faire des regroupements à l'intérieur même du service de l'école, afin qu'on ait un peu plus de visibilité. Pour d'autres comptes, de tels regroupements seraient également intéressants. Monsieur Hubleur demande donc s'il n'est pas possible de revoir le plan comptable et créer des sections ou des sous-sections.

Monsieur Claude Gagnebin est tout à fait d'accord avec les propos tenus par Monsieur Hubleur. Cependant, les numéros de comptes 5100 correspondent aux frais du service de l'école et les rubriques comptables sont imposées. Cela fait partie du plan comptable jurassien qui a été repris du plan comptable bernois de l'époque. Monsieur Gagnebin a téléphoné encore la semaine dernière à Monsieur Bonnemain du Service des Communes en lui posant la question de savoir s'il était possible, par exemple, d'ouvrir une rubrique 5101 ce qui, aux yeux de Monsieur Gagnebin serait tout à fait correct. Il a reçu une réponse négative. Pour Monsieur Gagnebin, il serait possible de le faire, mais au niveau comptabilité jurassienne, cela n'est pas admissible. C'est aux Conseillers généraux de décider. S'ils disaient à Monsieur Gagnebin de faire un compte 5101 pour les transports scolaires, il le ferait, cela ne poserait pas de problème en soi. Simplement, il n'aurait pas le droit de le faire.

Monsieur Daniel Hubleur demande alors à la Commission financière qu'elle reprenne ce problème et qu'elle voie quelle possibilité il pourrait y avoir, quitte à intervenir auprès du Canton. A terme, il aimerait tout de même avoir plus de visibilité.

### **5100.311.00 / Mobilier et moyens d'enseignement**

Monsieur Sébastien Jeanbourquin désire savoir à quoi correspond la dépense de Fr. 15'000.00.

Madame Rose-Marie Jobin précise que, dans cette somme, il y a les dépenses courantes comme chaque année au budget, Fr. 2'000.00 pour payer une facture de matériel de gymnastique et le solde correspond au projet MITIC pour l'achat de nouveaux ordinateurs. Le Canton propose

l'achat d'ordinateurs portables. Ce projet doit passer devant le Parlement jurassien. Cela reviendrait, pour la Commune, à Fr. 700.00 par ordinateur au lieu de Fr. 1'700.00. Le Canton prendrait Fr. 1'000.00 par ordinateur à sa charge. Ce n'est pas sûr que la Commune des Bois puisse acquérir ce matériel l'année prochaine, même si c'est accepté par le Parlement. En effet, ce projet se fera sur trois ans.

## **Chapitre 6 / Aide sociale et santé publique**

### **665.311.00 / Mobilier matériel**

Monsieur Yann Chappatte a remarqué qu'une somme de Fr. 5'000.00 était prévue pour l'acquisition de mobilier et matériel. Monsieur Chappatte souhaite que, dans ce cadre-là, le mobilier et le matériel nécessaire pour la crèche soient véritablement intégrés dans l'investissement de la crèche, puisqu'un décompte sera établi et que c'est sur cette base qu'on pourra peut-être obtenir d'autres subventions. Monsieur Chappatte ne sait pas si on va vraiment dépenser Fr. 5'000.00 ou si cette somme a été indiquée parce que c'est ce qu'on prévoyait dans le cadre du budget courant lorsqu'on avait pris la décision de construire une crèche. Il voulait simplement rendre chacun attentif au fait qu'il fallait mettre au maximum ces frais dans l'investissement et que, pour la première année, on ne devrait pratiquement avoir aucune dépense pour ce poste.

Monsieur Michaël Clémence affirme que tout le mobilier qui concerne la crèche, au départ, passera par le poste des investissements.

## **Chapitre 8 / Finances**

### **825.312.01 / Energie**

Monsieur Cyril Jeanbourquin pense qu'il manque la somme de Fr. 300.00 à ce poste.

Madame Marianne Guillaume signale qu'effectivement, il y a une erreur. Il manque Fr. 300.00 qui représentent l'électricité pour une antenne.

Monsieur le Président, Gilles Cattin, signale que le montant des charges s'élève désormais à Fr. 353'400.00.

## **Chapitre 9 / Impositions**

### **910.400.03 / Impôts à la source**

Madame Marianne Guillaume rappelle que c'est à ce poste que se trouve l'erreur. Il est prévu Fr. 13'000.00 d'impôts à la source et non pas Fr. 130'000.00.

### **915.330.00 / Pertes d'impôts**

Monsieur Germain Jobin aimerait savoir ce que signifie cette perte d'impôts de Fr. 20'000.00.

Monsieur Claude Gagnebin rappelle, comme cela l'a déjà été expliqué les années précédentes, que les pertes d'impôts comprennent des éliminations d'impôts qui ne sont pas recouvrables par voie de poursuite parce qu'il y a un minimum légal vital qui existe pour toute personne. Si une personne ne dépasse pas ce minimum, elle voit ses impôts éliminés. Monsieur Gagnebin précise cependant que les impôts éliminés existent toujours et que la Recette de district n'oublie pas de rappeler ces contribuables à l'ordre lorsque leur situation financière s'est améliorée. Cela n'est jamais définitif. Au niveau des impôts, il n'existe pas de société de recouvrement qui rachète des créances et qui réintroduise des procédures de poursuites, comme cela existe dans le privé. Il y a également d'autres éliminations, par exemple des diminutions de taxations. Pour cela, nous ne sommes pas compétents. C'est le Canton qui rend les décisions. Nous ne pouvons que comptabiliser ces pertes.

### 830.362.00 / Centre de loisirs des Franches-Montagnes

Monsieur Gabriel Bilat remarque qu'on a mis les mêmes charges que l'année passée. Monsieur Bilat croit savoir que le déficit du Centre de loisirs a été réduit.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que le chiffre qui figure au budget 2008 est le même que celui du budget 2007 car, lors de l'élaboration du budget 2008, le budget final du Centre de loisirs n'était pas encore connu.

Monsieur Robert Claude signale que, lorsque la Commission financière s'est réunie, Monsieur Gagnebin avait dit qu'il recevrait les impôts au début du mois de décembre par le Canton. Il demande si, d'après les estimations faites, cela correspond aux attentes.

Monsieur Claude Gagnebin précise que, suite à cette erreur des impôts à la source, il a regardé de tous côtés pour voir de quelle façon il pourrait arriver à équilibrer un peu mieux le budget. Il a téléphoné au Canton pour avoir les chiffres de la facturation 2007. Il a reçu ces chiffres ce matin. Les montants de Fr. 1'810'000.00 et Fr. 129'150.00 pour les produits des impôts sur le revenu et la fortune pour l'année 2007 seront réalisés à 99.75%. Il manque donc 0.25%. Cela représente Fr. 5'000.00. Les impôts sur la fortune se montent à Fr. 155'500.00, alors que les impôts sur le revenu s'élèvent à Fr. 1'778'500.00. On perd donc sur les revenus et on gagne sur la fortune. Dans l'ensemble, on peut dire qu'on a réalisé un budget qui était correct. Pour 2008, les chiffres qu'on a mis, on devrait pouvoir les réaliser dans une fourchette de 2%.

Monsieur Daniel Hubleur, dans le même ordre d'idée et pour essayer de compenser les Fr. 100'000.00, demande s'il n'y aurait pas eu des amortissements extraordinaires prévus qu'on pourrait laisser tomber.

Monsieur Claude Gagnebin répond négativement. L'amortissement réalisé est celui qui est obligatoire avec un taux de 2.5 à 3%. Ce que l'on pourrait modifier, ce sont les impôts pour les frontaliers. Par exemple, pour l'année 2007, ces impôts se montent à Fr. 165'000.00. C'est une bonne nouvelle due au nombre de frontaliers supplémentaires qui travaillent aux Bois. On peut supposer que, pour l'année 2008, on obtienne Fr. 170'000.00, voire Fr. 175'000.00.

Monsieur le Président, Gilles Cattin, propose aux Conseillers généraux de modifier le budget et de mentionner la somme de Fr. 2'669'550.00 pour les produits du chapitre 9 « Impositions ». Il accorde une petite suspension de séance.

### **Chapitre 10 / Services communaux**

Madame Marianne Guillaume relève que la quantité des ordures est restée stable.

#### 1300. / Service du feu

Monsieur Marcel Barthoulot ne souhaite pas intervenir au sujet des comptes. Il demande au Conseil communal d'être vigilant et de regarder avec les autres Communes. Le problème ne se trouve pas uniquement aux Bois, mais aussi dans les Communes des Franches-Montagnes où pour le Service du feu, chaque année, les Communes sont obligées de mettre une certaine somme supplémentaire de leurs poches, alors qu'avant, le budget était équilibré. Monsieur Barthoulot demande que le Conseil communal, en collaboration avec les autres Communes, intervienne au Parlement pour qu'il regarde la situation, afin qu'on ne laisse pas indéfiniment ce problème et que, chaque année, on paie. Lorsqu'on avait voté pour le SIS, on nous avait dit que les comptes seraient équilibrés.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale qu'une Commission cantonale a été formée pour revoir toute la problématique du financement des SIS. Ce n'est pas seulement dans les Franches-Montagnes que ce service ne tourne pas. Lorsque la Commission aura terminé son travail, cela passera devant le Parlement et on espère qu'on retrouvera des comptes à zéro.

Monsieur Yann Chappatte trouve cette situation décevante. Une décision a été prise par le Parlement il y a cinq ans. On a décidé de taxer les femmes et de réduire l'âge où on était taxé, en changeant en plus le principe de taxation. Malheureusement, ceux qui ont pris ces décisions ne se sont pas penchés sur les calculs et les impacts financiers. Il s'est avéré qu'en deux ans, l'ensemble des Communes jurassiennes ont complètement utilisé le fonds qu'elles avaient dans le cadre du Service du feu. Cela fait maintenant plusieurs années, qu'avec les impôts ordinaires, on paie ce qui devrait être à charge de ceux qui ne font pas partie du Service du feu. Il y a eu une intervention au Canton. Le Ministre en charge avait refusé de prendre cela en compte. C'est sur la pression de différents parlementaires qu'il a été décidé de reprendre ce dossier. Cela fait deux ans que cette Commission est sur pied et on attend toujours.

## **Chapitre 18 / Forêts**

Monsieur Yann Chappatte souhaite intervenir au sujet du triage forestier. Lors d'une précédente période, les comptes du triage forestier n'avaient pas été bouclés à temps. Il désire savoir si cela avait eu un impact ou non sur les comptes.

Monsieur Daniel Kurz signale que les comptes du triage ont été bouclés et qu'il n'y a eu aucun impact sur les comptes présentés en 2007.

### **1820. Façonnage et transport**

Monsieur Gabriel Bilat remarque qu'il n'y a que Fr. 18'900.00 à ce poste, alors qu'il y avait Fr. 30'000.00 au budget 2007. Cela signifie-t-il que moins de coupes sont prévues sur le territoire communal ? Le prix du bois augmente, les prix montent, tout va bien, c'est maintenant qu'il faudrait couper.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, pense que Monsieur Bilat doit être au courant que la Commune a une quantité de bois à couper à respecter. Cela fait deux années que la Commune a dépassé cette quotité avec des cours d'apprentis bûcherons. On ne peut pas se permettre de couper comme on veut. C'est le Canton qui gère cela.

Monsieur Gabriel Bilat regrette et trouve dommage qu'on ait coupé lorsque le bois n'allait pas.

Au vote, le point 6.b) de l'ordre du jour est accepté par 19 voix, sans avis contraire.

### **c) Donner connaissance du budget des investissements 2008**

Monsieur le Président, Gilles Cattin, précise que, dans les charges pour 2008, nous avons Fr. 50'000.00 pour l'étude relative à une nouvelle halle de gymnastique. Dans les produits, nous avons Fr. 225'000.00 qui représentent les dons de la Loterie romande et de la Patenschaft et Fr. 69'000.00 qui correspondent aux taxes de raccordement.

**7. Discuter et approuver le règlement fixant les attributions de la nouvelle Commission permanente « Structure d'accueil »**

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur Michaël Clémence signale que, pour poursuivre le dossier de la crèche, il est impératif que le règlement fixant les attributions de la nouvelle Commission permanente « structure d'accueil » soit discuté s'il y a lieu et approuvé. Monsieur Clémence recommande l'acceptation de l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Pour le débat de fond, Monsieur Michaël Clémence précise que ce règlement a été présenté préalablement aux Conseillers généraux en 2005 sous la dénomination « statuts ». Au mois de juin de cette année, ce règlement a été soumis aux partis politiques, afin qu'ils le consultent. Après consultation, quelques modifications ont été apportées à ce règlement qui a été approuvé par le Service des Communes en date du 18 juillet 2007. Le Conseil communal recommande l'acceptation du règlement « Structure d'accueil ».

Monsieur Yann Chappatte désire intervenir concernant l'article 3 et y apporter une précision judicieuse dans le cadre de la Commission en indiquant « La gestion de l'institution est confiée à une commission permanente dénommée Commission structure d'accueil. Elle est composée de cinq membres actifs, dont quatre nommés par le Conseil général, la cinquième personne étant le Conseiller communal chargé du dicastère concerné ». Monsieur Chappatte estime qu'il serait logique que le Conseil communal fasse partie de cette Commission. Cette notion est stipulée dans le règlement d'organisation. Monsieur Chappatte pense qu'il serait judicieux de l'intégrer dans le règlement de l'institution, simplement pour des commodités de lecture.

Au vote, la proposition de Monsieur Yann Chappatte est acceptée à l'unanimité.  
Le point 7 de l'ordre du jour est également accepté à l'unanimité.

#### 8. Discuter et préaviser la modification de règlement d'organisation

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que, suite à une question orale de Monsieur Gabriel Bilat, membre de la Commission de vérification des comptes, concernant la participation d'un fiduciaire pour la vérification des comptes, le Conseil communal s'est approché de l'Association suisse des Communes pour obtenir un prix estimatif pour un tel engagement. Une fourchette entre quatre et six mille francs pour la première année et environ trois mille francs pour les années suivantes a été évoquée pour une Commune de notre importance. Le Conseil communal propose l'acceptation de l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que, vu la complexité de plus en plus ardue de la comptabilité communale, le Conseil communal pense qu'il serait judicieux que la Commission de vérification des comptes puisse faire appel en cas de besoin à un fiduciaire. Comme le présent article nécessite une modification du règlement d'organisation, nous serons contraints de passer cet objet devant le peuple. Le Conseil communal propose aux Conseillers généraux de préaviser favorablement cette modification de règlement.

Monsieur Yann Chappatte souhaite intervenir par rapport à cette modification. Il comprend qu'il puisse y avoir des appréhensions par rapport à cette vérification des comptes. Toutefois, il aimerait quand même apporter quelques remarques et précisions. Ce qu'il faut savoir dans le cadre d'un travail de révision, c'est qu'il y a tout un travail relativement simple qui peut être fait. Il pense notamment au contrôle du report des soldes, s'assurer que tous les éléments de présentation soient conformes. Personnellement, il trouve vraiment dommage de s'attacher les services d'un fiduciaire pour effectuer ce travail. D'une part, c'est un travail extrêmement simple et, surtout, ça coûte cher. Par contre, dans le cadre de points plus spécifiques en fonction de la Commission et des membres qui la constituent, cela ne pose pas de problème particulier à Monsieur Chappatte qu'on ait recours à un expert tiers. Ce qui gêne Monsieur Chappatte, c'est

que la Commission elle-même puisse s'adjoindre les services d'une société externe. Cela dérange Monsieur Chappatte, car du moment qu'on nomme une Commission de vérification des comptes, si elle le veut, elle peut ne rien faire, même pas contrôler le report des soldes. Elle ne se réunit pas, elle fait appel à une société externe et on paie Fr. 6'000.00. Monsieur Chappatte estime qu'il y a tout de même un travail qui peut être fait par cette Commission. Ensuite, s'il y a des problèmes, elle peut avoir recours à quelqu'un. C'est pourquoi, Monsieur Chappatte propose la modification de l'article 41, alinéa 4 comme suit : « Pour l'exécution de son mandat, la commission de vérification des comptes peut s'adjoindre les services d'une société externe. Tout mandat ou toute partie de celui-ci doit être soumis au préalable au Conseil communal pour approbation. ». Cela laisse un œil au Conseil communal pour voir quelles sont les dépenses occasionnées. Cela laisserait également au Conseil communal le soin de voir si cela est justifié ou non.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin estime que, étant donné que nous devons soumettre ce règlement au peuple, nous devrions en profiter pour faire un petit nettoyage en amenant les amendements suivants au niveau de l'article 40 : suppression de la Commission défense qui n'a jamais existé, suppression de la Commission d'aide sociale, de la Commission de la santé, de la Commission financière et de la Commission PC. Il s'agit à chaque fois d'un amendement différent. Monsieur Sébastien Jeanbourquin estime que la Commission financière est peu efficace et n'a peut-être pas les moyens de faire son travail.

Monsieur Claude Gagnebin désire répondre à Monsieur Chappatte concernant sa proposition. Il tient à préciser que cette proposition ne pourra certainement pas être acceptée par le Canton, étant donné que la Commission de vérification des comptes est nommée par le Conseil général et est totalement indépendante. Monsieur Gagnebin ne voit pas de quel droit le Conseil communal pourrait s'opposer à une décision de la Commission de vérification des comptes.

Monsieur Yann Chappatte signale qu'en cas de doute, il refuse la modification de cet article. Pour lui, il serait judicieux qu'il y ait un œil communal sur les décisions qui peuvent être prises, puisqu'on parle tout de même d'une dépense de Fr. 5'000.00 à Fr. 6'000.00, c'est-à-dire plus que ce que l'on autorise au Conseil communal qui a Fr. 2'000.00 par objet. Une Commission a donc trois fois plus de pouvoir pour un mandat pour lequel elle a été nommée. Cela dérange terriblement Monsieur Chappatte.

Monsieur Francis Sauser propose dès lors que cela passe devant le Conseil général.

Monsieur Yann Chappatte précise que cela pose un problème, car la vérification doit se faire dans un délai très court (trois semaines à un mois) et comme il y a trois semaines de délai pour convoquer le Conseil général, cela ne sera pas possible.

Monsieur le Président, Gilles Cattin, estime qu'on peut proposer la modification initiale de Monsieur Chappatte et voir ensuite si c'est accepté par le Canton.

Monsieur Claude Gagnebin précise que, pour lui, c'est égal. Il tenait simplement à rendre les Conseillers généraux attentifs à ce problème.

Monsieur le Président, Gilles Cattin, pense qu'on peut essayer.

Au vote, les modifications de l'article 41 proposées par Monsieur Yann Chappatte sont acceptées par 17 voix, sans avis contraire.

Au vote, la suppression de :

- la Commission de défense est acceptée par 18 voix, sans avis contraire.
- la Commission de l'aide sociale est acceptée par 16 voix, sans avis contraire.



- la Commission de la santé est acceptée par 17 voix, sans avis contraire.
- la Commission financière est rejetée par 13 voix, contre 4.
- la Commission PC est acceptée par 17 voix, sans avis contraire.

Monsieur Daniel Hubleur demande si la Commission d'estimation est encore nécessaire dans les Communes.

Monsieur Claude Gagnebin signale que, lorsque des estimations au niveau des valeurs officielles sont faites dans les Communes, il y a obligatoirement un représentant de la Commune qui fait la visite. Il est clair que la Commission d'estimation comme on la voyait dans les années 1980 n'a plus sa raison d'être. L'estimation des immeubles se fait par des experts cantonaux. Le représentant communal est surtout là pour guider les experts et montrer les endroits recherchés. Monsieur Gagnebin pense donc qu'on doit maintenir cette Commission.

Monsieur Francis Sauser estime qu'on pourrait peut-être diminuer le nombre de membres de cette Commission. Il demande combien de fois par année elle siège.

Monsieur Claude Gagnebin précise que cette Commission ne siège pas. Les estimations officielles se font automatiquement en fonction des demandes de permis de construire qui ont été déposées. On ne peut pas dire qu'on va estimer certains immeubles et d'autres pas.

Monsieur Daniel Hubleur demande si le Secrétariat communal ne pourrait pas indiquer l'endroit où doit se faire l'estimation. A ce moment-là, on pourrait supprimer cette Commission.

Monsieur Claude Gagnebin sait que les impôts veulent qu'un représentant communal accompagne l'estimateur.

Madame Isabelle Caroli demande quels sont les membres de cette Commission.

Monsieur Claude Gagnebin signale que normalement il y a un représentant par parti ou par corps de métier. Il y a Messieurs Louis Boillat, Hubert Bouille, Pierre-Alain Thiévent, Frederich Jaun et Jacques Jodry.

Monsieur Daniel Hubleur demande que cette Commission soit réduite à trois membres.

Monsieur Gabriel Bilat a fait partie de cette Commission. Lorsqu'un architecte expert vient, il est déjà fort difficile de trouver un membre disponible au milieu de la semaine durant les heures de travail lorsque la Commission compte cinq membres. Si on réduit ce nombre à trois, on ne trouvera jamais personne.

Monsieur Daniel Hubleur retire donc sa proposition.

Au vote, le point 8 de l'ordre du jour, avec les modifications apportées aux articles 40 et 41, est accepté à l'unanimité.

Monsieur le Président, Gilles Cattin, précise, sur recommandation de Monsieur Gagnebin, qu'il faudra également supprimer les articles relatifs aux Commissions supprimées.

9. Ratifier la création d'un poste de secrétaire à temps partiel pour les directions des 3 écoles secondaires des Franches-Montagnes

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Rose-Marie Jobin signale que, depuis de nombreuses années, le travail administratif des directeurs des écoles secondaires est important et se fait souvent au détriment des relations avec les élèves et les enseignants. Actuellement, seules les écoles secondaires des Franches-Montagnes n'ont pas de poste de secrétariat. En mars 2002, l'assemblée des délégués du syndicat des écoles secondaires des Franches-Montagnes avait

accepté la création d'un poste de secrétaire à temps partiel. Le 18 novembre de la même année, le Conseil général de notre Commune avait ratifié cette décision à l'unanimité. Cependant, une majorité des Communes concernées ayant refusé cet objet, la création d'un poste de secrétaire n'avait pas pu se concrétiser. Les tâches purement administratives des directeurs des écoles secondaires n'ayant en aucun cas diminué depuis cinq ans, le comité du syndicat a remis l'ouvrage sur le métier. Lors de l'assemblée des délégués du 3 octobre 2007, la création d'un poste de secrétaire à temps partiel a été acceptée par 19 voix, contre 3. C'est maintenant au tour des Communes de ratifier cette décision. Le Conseil communal recommande l'acceptation de l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Madame Rose-Marie Jobin précise que le taux d'occupation du ou de la secrétaire sera de 35%, soit 744 heures annuelles à répartir entre les trois écoles secondaires. Le coût sera au maximum de Fr. 22'600.00, soit Fr. 67.00 par élève sur la base des 330 jeunes filles et garçons qui fréquentent l'école secondaire actuellement. Il en coûtera Fr. 3'150.00 à la Commune des Bois pour les 47 élèves présents durant cette année scolaire. L'entrée en fonction du ou de la secrétaire est prévue dans le courant de l'année 2008, dès que toutes les Communes auront mis ce point à l'ordre du jour de leur assemblée communale. Pour rappel, pour être valable, la décision d'un poste de secrétaire doit être ratifiée par la moitié des Communes membres supportant ensemble plus de la moitié des charges financières du syndicat. Si le taux d'occupation prévu aujourd'hui devait augmenter les années prochaines, il va sans dire que les Communes seraient appelées à une nouvelle ratification, cela selon l'article 17, alinéa 1 des statuts du syndicat. Le Conseil communal recommande l'acceptation de ce point de l'ordre du jour.

Monsieur Francis Sauser estime que tout directeur a droit à un poste de secrétaire. Dans le cas présent, les directeurs ont eu la bonne idée de se mettre ensemble pour créer un poste à 35%. Il relève que Madame Jobin vient de dire que, si dans les années prochaines, il viendrait à y avoir 400, voire 500 élèves, ce qu'il ne croit pas, et qu'une augmentation de ce pourcentage de travail soit nécessaire, cela repasserait automatiquement devant les Communes. Il demande une confirmation à Madame Jobin.

Madame Rose-Marie Jobin affirme que toute augmentation nécessiterait une approbation des Communes, après acceptation par l'assemblée des délégués. Elle précise toutefois qu'à moyen terme, aucune augmentation n'est prévue.

Pour Monsieur Francis Sauser, cette manière de fonctionner est importante, afin qu'on ne se retrouve pas dans la même situation qu'il y a deux ans avec le problème du Centre de loisirs ou tout autre chose qu'on ait fait avec d'autres Communes et qui a pris l'ascenseur aussitôt sorti de nos murs. Monsieur Sauser souhaitait qu'on se préserve de ce problème. Monsieur Sauser avait également l'intention de proposer un pourcent de taux de travail pour 10 élèves. On aurait alors pu dire, si on a 350 élèves, on obtient un poste à 35%. Si on passait à 400 élèves, on aurait pu avoir un taux d'occupation de 40%. Toutefois, il ne va pas faire cette proposition puisque, de toute façon, chaque augmentation devra repasser par les Communes.

Monsieur Stéphane Monnet demande ce qui se passera si on connaît une diminution des élèves. Il remarque qu'on parle toujours d'augmentation, on peut également prévoir une diminution.

Madame Rose-Marie Jobin estime que ce chiffre va rester passablement stable. Elle pense que même s'il y a une diminution de 10 élèves sur une année, cela ne devrait pas changer grand-chose.

Monsieur Gabriel Bilat remarque que par ce bief, on vote une augmentation du salaire des directeurs des écoles secondaires. Cela était compris dans leur travail. Si on accepte le poste de secrétaire, ils feront certainement autre chose parce qu'il y a beaucoup de paperasse à traiter. A l'époque, les petites Communes avaient certainement refusé ce poste parce qu'elles n'avaient pas compris l'évolution. Maintenant, il y a des fusions de Communes, les petites Communes disparaissent les unes après les autres et ce poste devrait être accepté.

Madame Rose-Marie Jobin reconnaît que cela diminuera le temps de travail des directeurs. Mais, maintenant, ils disent qu'ils travaillent jusqu'à 50 heures par semaine.

Au vote, le point 9 de l'ordre du jour est accepté par 16 voix, sans avis contraire.

#### 10. Ratifier la révision des statuts du Syndicat des écoles secondaires des Franches-Montagnes

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Rose-Marie Jobin signale qu'une erreur concernant les statuts du Syndicat s'est produite lors de l'envoi du rapport aux Conseillers généraux qui ont reçu plus tard la bonne version qui date du 3 octobre 2007. Le Conseil communal prie les Conseillers généraux de bien vouloir l'excuser pour ce désagrément. Les statuts actuels du Syndicat des écoles secondaires des Franches-Montagnes datent de 1994 et nécessitent quelques modifications. Le comité du Syndicat a modifié certains articles et a proposé la révision de ses statuts lors de l'assemblée des délégués du 3 octobre 2007. Cette dernière a accepté cette révision à l'unanimité. Ce soir, la Commune des Bois doit ratifier ces nouveaux statuts et le Conseil communal recommande l'acceptation de l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Madame Rose-Marie Jobin souhaite faire quelques commentaires concernant certains articles modifiés. Tout d'abord, l'article 8, alinéa 3, lettre a, prévoit une diminution du nombre de délégués. Pour notre Commune, le nombre de délégués passera de trois à deux. L'article 8, alinéa 3, lettre b, est supprimé. Cet article disait qu'aucune Commune ne pouvait disposer de plus de délégués que l'ensemble des autres Communes du Syndicat. Il a été supprimé en cas de fusions de Communes qui pourraient créer de très grandes Communes. L'article 16, alinéa 2, lettre c, prévoit de nommer les membres de la Commission d'école, ce qui est déjà le cas. A l'article 17, alinéa 2, le terme « assemblée communale » est remplacé par « organe compétent », ceci surtout en raison du Conseil général des Bois. Pour les autres articles, Madame Jobin n'a rien à signaler.

Monsieur Yann Chappatte demande si l'article 16, alinéa 2, lettre d, apporte une confirmation relative à la question posée précédemment par Monsieur Francis Sauser. Cet article parle de décider la création ou la suppression de postes liés à l'administration du syndicat.

Madame Rose-Marie Jobin signale que l'article 17, alinéa 1, stipule que les décisions mentionnées à l'article 16, alinéa 1, lettres a, c, d, sont valables lorsqu'elles ont été ratifiées par la moitié des Communes supportant ensemble plus de la moitié des charges financières du Syndicat.

Au vote, l'article 10 de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

- |   |
|---|
| <p>11. a) Election du Président du Conseil général<br/>b) Election du premier Vice-président du Conseil général<br/>c) Election du second Vice-président du Conseil général<br/>d) Election de deux scrutateurs</p> |
|---|

a) Election du Président du Conseil général

Au nom du groupe PLR, Monsieur Stéphane Monnet propose un candidat expérimenté. En effet, il a déjà siégé comme Président en 2003 et exerce une fonction au bureau du Conseil général depuis sa création. Les membres du groupe PLR sont persuadés que Monsieur Francis Sauser est la personne idéale et ils recommandent de soutenir cette candidature pour la présidence 2008.

Aucune autre proposition n'est faite.

Au vote, Monsieur Francis Sauser est élu avec 19 voix.

b) Election du premier Vice-président du Conseil général

Au nom du groupe Liste libre, Monsieur Gabriel Bilat propose la candidature de Monsieur Marc Bilat qui est présent au Conseil général depuis plusieurs années et qui a fait ses preuves.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Au vote, Monsieur Marc Bilat est élu avec 19 voix.

c) Election du second Vice-président du Conseil général

Au nom du groupe PDC, Monsieur Marcel Barthoulot propose la candidature de Monsieur Cyril Jeanbourquin.

Au nom du groupe PCSI, Monsieur Denis Mertenat propose la candidature de Monsieur Robert Claude.

Aucune autre proposition n'est faite.

Au vote, Monsieur Cyril Jeanbourquin obtient 4 voix et Monsieur Robert Claude en obtient 14. Monsieur Robert Claude est donc élu second Vice-Président.

d) Election de deux scrutateurs

Pour le premier scrutateur, au nom du groupe PDC, Monsieur Marcel Barthoulot propose la candidature de Monsieur Cyril Jeanbourquin.

Aucune autre proposition n'est faite.

Pour le deuxième scrutateur, au nom du groupe PLR, Madame Isabelle Caroli propose la candidature d'un homme d'expérience, Monsieur Stéphane Monnet.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Au vote, Messieurs Cyril Jeanbourquin et Stéphane Monnet sont élus avec 17 voix, sans avis contraire.

Monsieur le Président, Gilles Cattin, félicite les nouvelles autorités communales. Il arrive déjà à la fin de son année de présidence au sein du Conseil général. Une année, cela passe très vite et encore plus vite lorsqu'on a des échéances ou des obligations qui s'appellent « Conseil général ». Monsieur Cattin désire tout d'abord féliciter les heureux élus de ce soir au bureau du Conseil

général et à son Président, Vice-président, etc. Il remercie tous les Conseillers pour leur engagement civique au service de la Commune, tout particulièrement les membres du Conseil communal qui sont très souvent mis à contribution lors de multiples séances, commissions, etc. Il remercie également ses collègues du bureau du Conseil général pour leur soutien et leurs compétences qui lui ont été très précieux lors de la préparation des séances. Pour terminer, Monsieur Gilles Cattin souhaite à tous, ainsi qu'à leurs proches et amis, un joyeux Noël et une excellente année 2008. Il remercie les Conseillers de leur attention et leur souhaite une bonne rentrée dans leur foyer. Il leur recommande d'être prudents, car les routes sont glissantes. Monsieur Gilles Cattin est applaudi chaleureusement.

Monsieur Francis Sauser remercie les Conseillers généraux de la confiance qu'ils lui ont témoignée ce soir en le nommant au poste de Président du Conseil général, tâche qu'il espère accomplir avec le plus d'impartialité possible. Monsieur Sauser profite de la parole qui lui est donnée pour remercier son prédécesseur pour le travail accompli durant son mandat. Il l'a fait avec brio. Il lui remet un présent qu'il pourra déguster en famille. Monsieur Francis Sauser souhaite à toutes et à tous un joyeux Noël, une heureuse année et une bonne santé à toutes les personnes présentes, ainsi qu'à leur famille.

Monsieur Francis Sauser est également applaudi chaleureusement.

La séance est levée à 22h10.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :